**Modèle d’arrêté**

**Nomination d’un agent de la collectivité/de l’EPCI comme agent recenseur**

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20**… - …*(n° d’ordre)*

**portant nomination de**

***Madame ou Monsieur* …** *(prénom et NOM de l’agent)*

**en tant qu’agent recenseur**

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article[[1]](#footnote-1) …,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1973 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 modifiée relative à la démocratie de proximité, notamment son titre V, articles 156 à 158,

Vu le décret n°2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n°2002-276,

Vu le décret n°2003-561 du 23 juin 2003 fixant l'année de recensement pour chaque commune,

Vu l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

Vu l’arrêté du 16 février 2004 fixant l’assiette des cotisations de sécurité sociale pour les agents recrutés à titre temporaire en vue des opérations de recensement de la population,

Vu la délibération n°… en date du …, portant création de … *(nombre)* emploi(s) non permanent(s) d’agent recenseur pour le recensement de la population pour l’année 20… et fixant les modalités de recrutement et de rémunération de ces agents recenseur,

Considérant la nécessité de désigner un agent recenseur pour le recensement de la population pour l’année 20…,

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

*Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)* agent *de la commune/de l’EPCI* … est recruté(e) du … au … en qualité d’agent recenseur pour effectuer les opérations de recensement.

Il est tenu d’assister aux séances de formation préalables aux opérations sur le terrain.

*Il/Elle* sera chargé*(e)*, sous l’autorité du coordonnateur communal, tout en veillant à se conformer aux instructions de l’INSEE de :

* Distribuer les questionnaires à compléter par les habitants en leur proposant de le remplir via le service en ligne ;
* Collecter, vérifier, classer, numéroter et comptabiliser les questionnaires papiers recueillis.

**Article 2 :**

Dans le cadre des opérations de recensement, *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)* sera rémunéré*(e)* conformément à la délibération susvisée, à savoir … (*choisir en fonction de ce qui a été retenu dans la délibération*) :

* Rémunération habituelle dans le cadre d’une décharge de fonction ;
* Repos compensateur ;
* Heures supplémentaires/complémentaires.

**Article 3 :**

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 du 7 juin 1951 et n° 78-17 du 6 janvier 1978 susvisées, à savoir la tenue confidentielle des renseignements individuels dont il pourra avoir connaissance du fait de ses fonctions. Ainsi, *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)* s’engage à ne transmettre à quiconque les informations qui seront mises à sa disposition ou qui viendront à sa connaissance dans le cadre de ses activités relatives au recensement général de la population, ni à en faire état, même après sa cessation de fonctions.

Il est formellement interdit à *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)* d’exercer, à l’occasion de la collecte de bulletins, une quelconque activité de vente ou de placement auprès des personnes avec lesquelles son activité d’agent recenseur le met en relation.

*Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)* déclare avoir pris connaissance de ce que toute infraction à l’engagement mentionné ci-dessus l’expose à des sanctions disciplinaires, à des poursuites d’ordre pénal et à des poursuites en responsabilité civile, avec toutes les conséquences pécuniaires que cela comporte au titre des dommages causés.

**Article 4 :**

S’il ne peut achever les travaux de recensement qui lui sont confiés, *Madame ou Monsieur* … *(prénom et nom de l’agent)* est tenu*(e)* d’avertir par écrit le maire ou le président de l’EPCI dans les 24 heures et de remettre immédiatement à la mairie tous les documents en sa possession, faute de quoi il peut faire l’objet de poursuites devant les tribunaux compétents.

**Article 5 :**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret et au comptable principal de … (*nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (dénomination de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement public)*

Le … *(date)*

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :…*(date)*

1. *L.2122-18 (commune) ou L.3221-3 (département) ou L.4231-3 (région) ou L.5211-9 (intercommunalité)* [↑](#footnote-ref-1)